



Rapport d'enquête « cadre de vie et sécurité » 2016

Décembre 2016

Les cambriolages et tentatives de cambriolage de résidences principales

Cambriolages et tentatives de cambriolages visant les résidences principales des ménages

	2007	2009	2011	2013	2015
Cambriolages					
Ménages victimes					
Nombre	203 000	199 000	267 000	258 000	232 000
En % de l'ensemble des ménages	0,8	0,7	1,0	0,9	0,8
Faits					
Nombre	211 000	203 000	277 000	280 000	244 000
Nombre moyen par ménage victime	1,0	1,0	1,0	1,1	1,1
Nombre pour 1 000 ménages	8	7	10	10	9
Tentatives de cambriolages					
Ménages victimes ¹					
Nombre	207 000	189 000	246 000	276 000	257 000
En % de l'ensemble des ménages	0,8	0,7	0,9	1,0	0,9
Faits					
Nombre	227 000	210 000	277 000	305 000	292 000
Nombre pour 1 000 ménages	8	8	10	11	10
Ensemble des cambriolages et tentatives de cambriolages					
Ménages victimes					
Nombre	410 000	388 000	513 000	534 000	489 000
En % de l'ensemble des ménages	1,5	1,4	1,9	1,9	1,7
Faits					
Nombre	438 000	413 000	554 000	584 000	536 000
Nombre moyen par ménage victime	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1
Nombre pour 1 000 ménages	16	15	20	21	19
Taux d'échec ²	52 %	51 %	50 %	52 %	54 %

¹ On recense ici, une année donnée, les ménages victimes de tentative de cambriolage parmi les ménages n'ayant pas subi de cambriolage.

² Le « taux d'échec » correspond au nombre de tentatives rapporté au nombre total de cambriolages et tentatives de cambriolages.

Champ : ménages ordinaires de France métropolitaine.

Source : enquêtes Cadre de vie et sécurité 2008, 2010, 2012, 2014 et 2016, Insee-ONDRP-SSMSI.

Lecture : en 2015, 232 000 ménages - soit 0,8 % de l'ensemble des ménages - déclarent avoir été victimes d'un cambriolage.

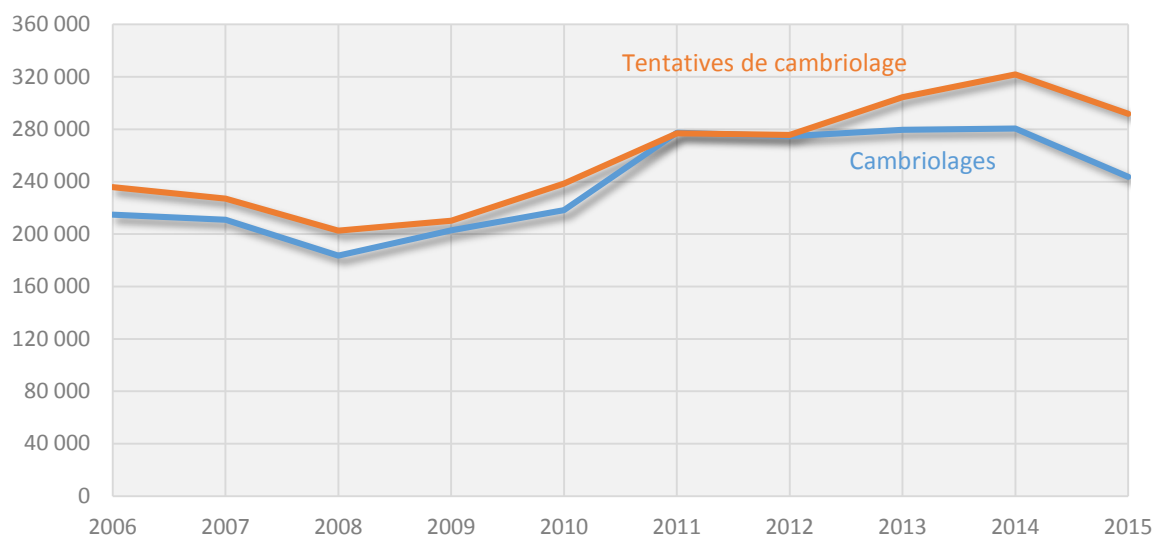
Note : dans ce tableau comme dans tout le chapitre les « cambriolages » désignent les effractions de résidences principales suivies de vol. Les tentatives de cambriolage désignent ainsi les effractions tentées ou réalisées non suivies de vol.

En 2015, 489 000 ménages ont déclaré avoir été victimes d'un cambriolage ³ ou d'une tentative de cambriolage de leur résidence principale au cours de l'année, soit 1,7 % de l'ensemble des ménages. Parmi ces ménages victimes, 232 000 (43 %) ont effectivement subi au moins un cambriolage et 257 000 (57 %) uniquement une (ou plusieurs) tentative(s) de cambriolage. Ces chiffres sont légèrement en recul par rapport à ce qui a été observé ces dernières années, même si une année supplémentaire d'enquête est nécessaire pour confirmer ou non la tendance. Ils restent néanmoins supérieurs aux niveaux relevés entre 2006 et 2009 par l'enquête.

³ Dans tout ce document, les « cambriolages » désignent les effractions réalisées suivies de vol, les « tentatives de cambriolage » désignent les effractions ou tentatives d'effraction non suivies de vol.

De nombreux ménages – environ 35 000 en 2015 – subissent plusieurs faits de cambriolages ou de tentatives de cambriolages au cours d’une même année, ce qui explique l’écart entre le nombre de ménages victimes et le nombre de faits subis. Pour l’année 2015, on estime à près de 244 000 le nombre total de cambriolages de résidences principales – soit 9 cambriolages pour 1 000 ménages – et à 292 000 le nombre de tentatives – soit 10 tentatives de cambriolages pour 1 000 ménages ¹.

Évolution du nombre annuel de cambriolages et tentatives de cambriolages



Champ : ménages ordinaires de France métropolitaine.

Source : enquêtes Cadre de vie et sécurité 2007 à 2016, Insee-ONDRP-SSMSI.

Lecture : en 2015, on estime à environ 244 000 le nombre de cambriolages et 292 000 le nombre de tentatives de cambriolage.

Le nombre de cambriolages de résidences principales, comme celui des tentatives, ont atteint leur point le plus bas depuis le début de l’enquête en 2008 (184 000 et 203 000 respectivement). Ils ont ensuite conjointement fortement augmenté jusqu’en 2011. De 2011 à 2014, le nombre de cambriolages s’est fixé autour de 280 000 alors que le nombre de tentatives a poursuivi sa hausse pour atteindre un maximum à 322 000 en 2014. En 2015, le nombre de cambriolages est légèrement inférieur au niveau moyen observé entre 2011 et 2014. Le nombre de personnes répondant chaque année à l’enquête ne permet cependant pas d’être certain que cette baisse soit significative d’une véritable tendance.

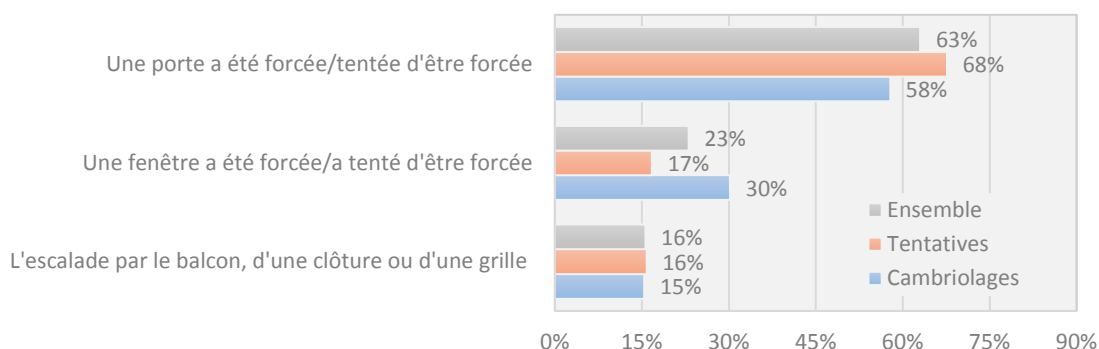
Le questionnaire détaillé de l’enquête CVS permet pour chaque victimisation de dresser le portrait des victimes et de décrire les caractéristiques des faits subis. Pour permettre une exploitation statistique des réponses à ces questions, les échantillons de répondants des trois dernières années ont été rassemblés. La suite de ce chapitre présente des résultats moyennés sur ces trois années.

Description des faits

Un cambriolage est un vol par effraction ; par définition, 100 % des auteurs de cambriolage ont pénétré par effraction dans le logement de leur victime (y compris dépendances ou terrain attenants ou non au logement). Dans le cas des tentatives de cambriolage – où, par définition, aucun vol n’est commis mais où l’effraction peut être tentée ou réalisée – on constate que seuls 14 % des auteurs sont parvenus à entrer dans le logement. Autrement dit, en moyenne entre 2013 et 2015, 85 % des tentatives de cambriolage ont donc échoué au stade de l’effraction (1 % des ménages ne savent pas ou ne se prononcent pas).

¹ Pour chaque victimisation, le nombre de faits total est estimé à partir du nombre de faits subis déclarés par chaque ménage victime. En outre, s’agissant des cambriolages de résidences principales, l’enquête CVS permet de distinguer exactement les « cambriolages » des tentatives de cambriolage dans la limite de 2 faits subis dans l’année par ménage victime. Au-delà, une estimation est nécessaire pour compter séparément les cambriolages et les tentatives de cambriolage (cf. Note méthodologique).

Procédé d'effraction utilisé pour entrer (ou tenter d'entrer) dans le logement



Note : les totaux peuvent être supérieurs à 100 % car plusieurs procédés ont pu être utilisés au cours d'un même fait.

Champ : ménages ordinaires de France métropolitaine, incident le plus récent dans l'année.

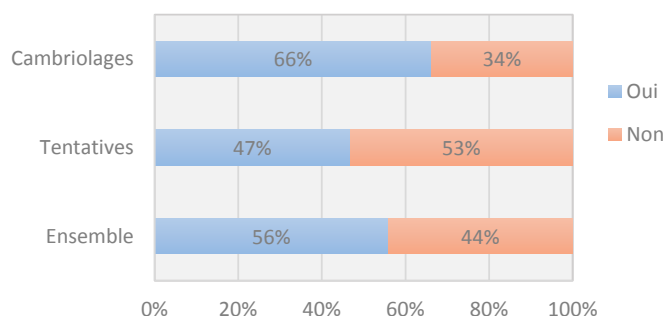
Source : enquêtes Cadre de vie et sécurité 2014 à 2016, Insee-ONDRP-SSMSI.

Lecture : en moyenne entre 2013 et 2015, 63 % des ménages victimes de cambriolage ou tentative de cambriolage déclarent qu'une porte a été (tentée d'être) forcée pour entrer.

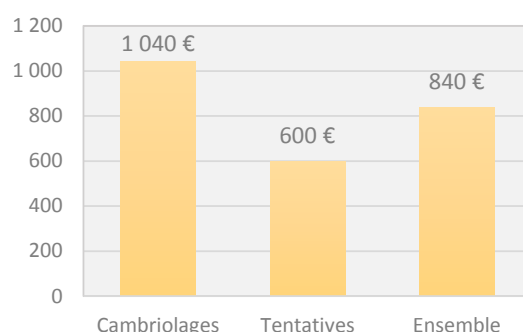
En ce qui concerne le procédé d'effraction, les ménages victimes de cambriolages et tentatives de cambriolages rapportent près de 6 fois sur 10 qu'une porte a été forcée ou tentée d'être forcée pour entrer dans le logement, ce qui représente le procédé le plus fréquent, suivi par la fracture d'une fenêtre 1 fois sur 4, et par l'escalade – entrée par un balcon ou une clôture par exemple - 1 fois sur 6. Dans le cas des cambriolages, les ménages victimes rapportent un peu plus fréquemment qu'une fenêtre a été forcée.

Dégradations consécutives aux cambriolages ou tentatives de cambriolage

« Une porte, une fenêtre ou d'autres objets de votre logement ont-ils été détruits ou dégradés lors du cambriolage? »



Montant moyen des dégradations pour les ménages qui en ont subi (en euros)



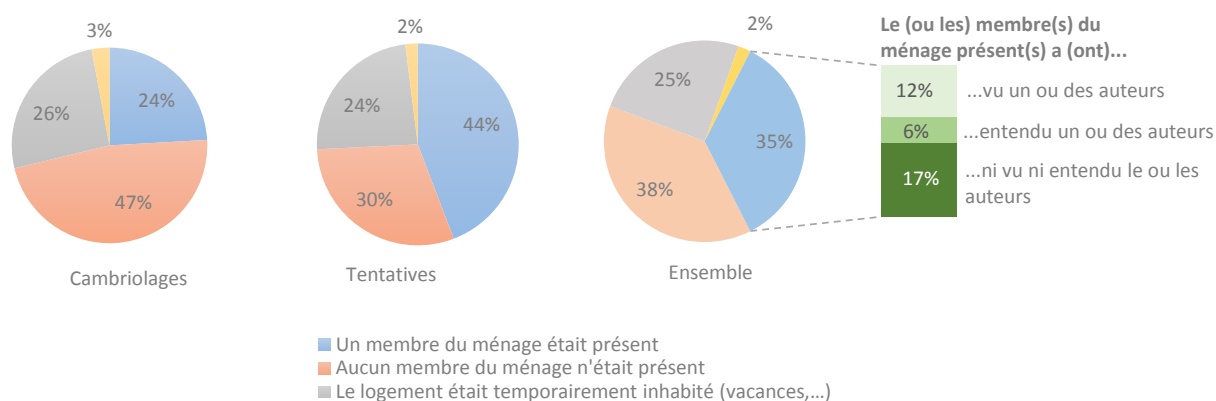
Champ : ménages ordinaires de France métropolitaine, incident le plus récent dans l'année.

Source : enquêtes Cadre de vie et sécurité 2014 à 2016, Insee-ONDRP-SSMSI.

Lecture : en moyenne entre 2013 et 2015, deux tiers des ménages victimes de cambriolages déclarent avoir subi des dégradations lors du cambriolage (porte, fenêtre ou autres objets détruits ou dégradés) pour un montant moyen de 1 040 €.

En moyenne entre 2013 et 2015, deux tiers des ménages victimes de cambriolage déclarent avoir subi des dégradations dans leur logement liées au cambriolage (porte, fenêtre ou autres objets détruits ou dégradés du fait de l'effraction ou de la « fouille ») pour un montant moyen de 1 040 euros. Dans le cas des tentatives de cambriolage, on constate que les dégradations sont moins fréquentes (47 %) et en moyenne moins coûteuses (600 euros), en lien sans doute avec la forte proportion d'effractions non abouties.

Occupation du logement et confrontation auteurs/victimes au moment des faits



Champ : ménages ordinaires de France métropolitaine, incident le plus récent dans l'année.

Source : enquêtes Cadre de vie et sécurité 2014 à 2016, Insee-ONDRP-SSMSI.

Lecture : en moyenne entre 2013 et 2015, 35 % des ménages victimes de cambriolages ou tentatives de cambriolage déclarent qu'au moins un membre du ménage était présent dans le logement au moment des faits. Sur ces 35 %, 12 % déclarent avoir vu un ou des auteurs, 6 % avoir entendu un ou des auteurs et 17 % n'ont ni vu ni entendu le ou les auteurs.

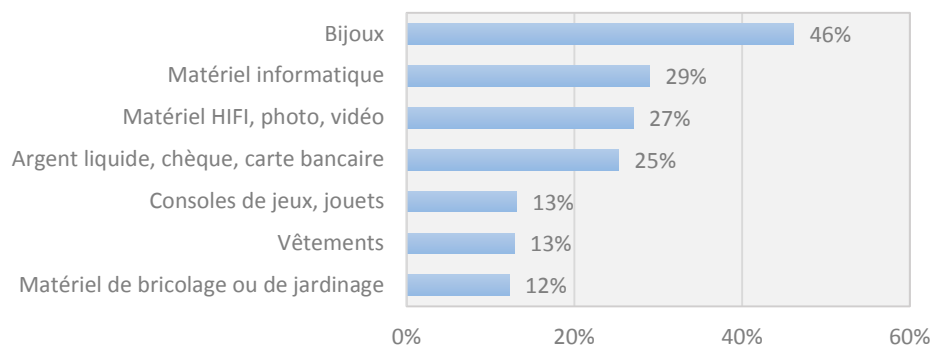
Note : les effectifs de l'échantillon ne permettent pas de communiquer les chiffres de confrontation « victimes/auteurs » pour les cambriolages et les tentatives pris séparément.

Dans la plupart des cas, les logements sont visités quand ils sont vides : soit qu'ils soient temporairement inhabités (près de 3 cas sur 10, cambriolages et tentatives pris ensemble), soit qu'ils soient ordinairement occupés mais vides au moment des faits (4 cas sur 10, cambriolages et tentatives pris ensemble). Cependant, dans 44 % des tentatives de cambriolage, un membre du ménage était présent dans le logement au moment des faits contre 24 % seulement dans les cambriolages « réalisés », ce qui suggère qu'une part importante des tentatives de cambriolage n'ont pas abouti précisément parce que le logement était occupé au moment des faits. Sans distinguer cambriolages et tentatives, on peut ajouter que 12 % des ménages victimes déclarent avoir vu, et 6 % avoir entendu, un ou plusieurs des auteurs.

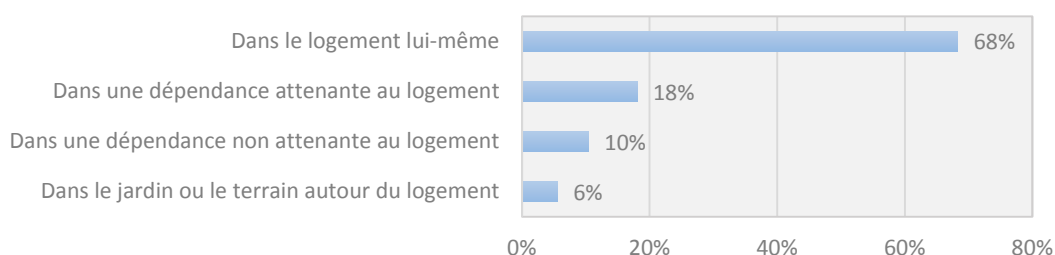
En moyenne entre 2013 et 2015, les objets les plus fréquemment volés sont : les bijoux (46 % des ménages victimes de cambriolage déclarent un vol de bijoux), du matériel informatique (29 %), du matériel HIFI, photo ou vidéo (27 %), de l'argent liquide, des chèques ou des cartes bancaires (25 %) ; dans une moindre mesure, on trouve les vols de consoles de jeux et jouets (13 %), les vêtements (13 %) et le matériel de bricolage ou de jardinage (12 %). Les ménages victimes de cambriolage rapportent le plus fréquemment que des objets ont été volés dans le logement lui-même (68 % des cas en moyenne entre 2013 et 2015), un peu moins souvent dans une dépendance – une cave, un garage, un cellier,... – attenante au logement (18 %) et plus rarement dans une dépendance non attenante (10 %) ou dans le jardin ou terrain autour du logement (6 %).

Nature et emplacement des objets volés

« Que vous a-t-on volé ? » Plusieurs réponses possibles



« Où se trouvaient les objets volés ? » Plusieurs réponses possibles



Champ : ménages ordinaires de France métropolitaine, incident le plus récent dans l'année.

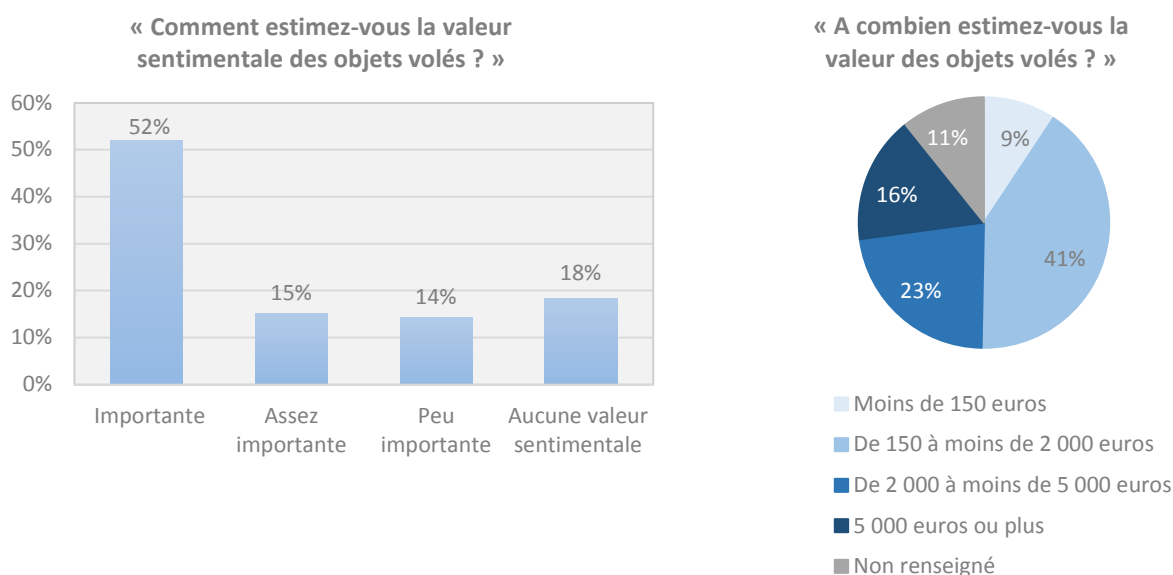
Source : enquêtes Cadre de vie et sécurité 2014 à 2016, Insee-ONDRP-SSMSI.

Lecture : en moyenne entre 2013 et 2015, 46 % des ménages victimes de cambriolage déclarent un vol de bijoux. Par ailleurs, 68 % des ménages victimes de cambriolage rapportent que des objets ont été volés dans le logement lui-même.

Note : seuls les objets les plus fréquemment volés sont représentés, les fréquences inférieures à 10 % sont exclues.

Interrogés sur le montant du préjudice subi lors de leur cambriolage, 41 % des ménages ont déclaré un montant compris entre 150 et 2 000 euros et 23 % entre 2 000 et 5 000 euros. Aux deux extrêmes, 9 % des ménages déclarent un préjudice inférieur à 150 euros et 16 % un préjudice supérieur à 5 000 euros. Enfin, 11 % des ménages victimes de cambriolage n'ont pas souhaité ou n'étaient pas en mesure de répondre à la question. En moyenne entre 2013 et 2015, le montant moyen du préjudice est, pour les ménages qui réussissent à l'évaluer de 3 200 euros. Au-delà de la valeur monétaire, la valeur sentimentale des objets volés est souvent évoquée par les ménages victimes de cambriolage : 52 % la jugent même « importante » et 15 % « assez importante ». Seuls 18 % des ménages victimes déclarent que les objets volés n'avaient aucune valeur sentimentale. À la date de l'enquête, soit au plus 15 mois après les faits, seuls 5 % des ménages victimes de cambriolage déclarent avoir récupéré certains des objets volés.

Valeur sentimentale et monétaire du préjudice



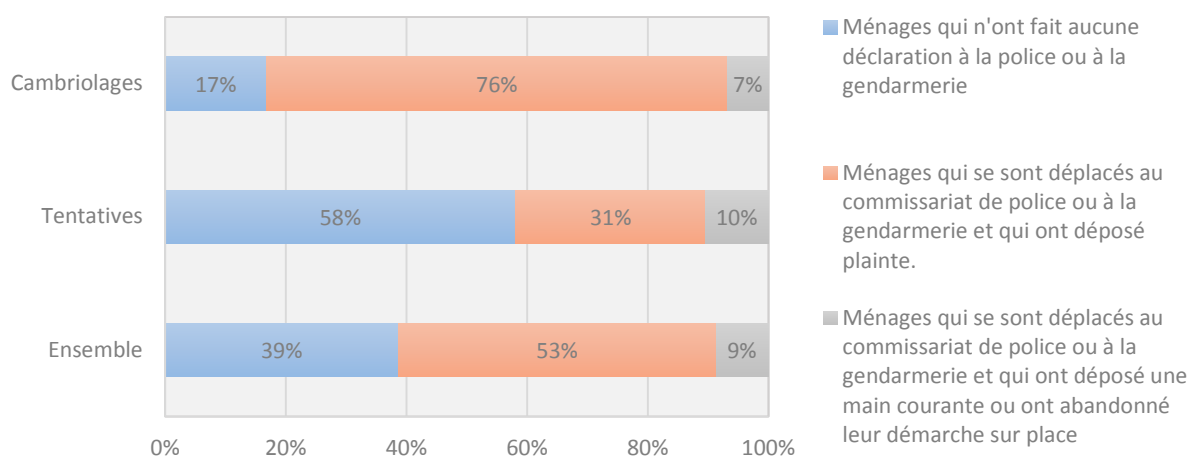
Champ : ménages ordinaires de France métropolitaine, incident le plus récent dans l'année.

Source : enquêtes Cadre de vie et sécurité 2014 à 2016, Insee-ONDRP-SSMSI.

Lecture : en moyenne entre 2013 et 2015, 52 % des ménages victimes de cambriolage déclarent que les objets volés avaient une importante valeur sentimentale. Par ailleurs, 23 % des ménages victimes de cambriolage estiment que la valeur du préjudice est comprise entre 2 000 et 5 000 euros.

Les recours

Déclaration à la police ou à la gendarmerie



Champ : ménages ordinaires de France métropolitaine, incident le plus récent dans l'année.

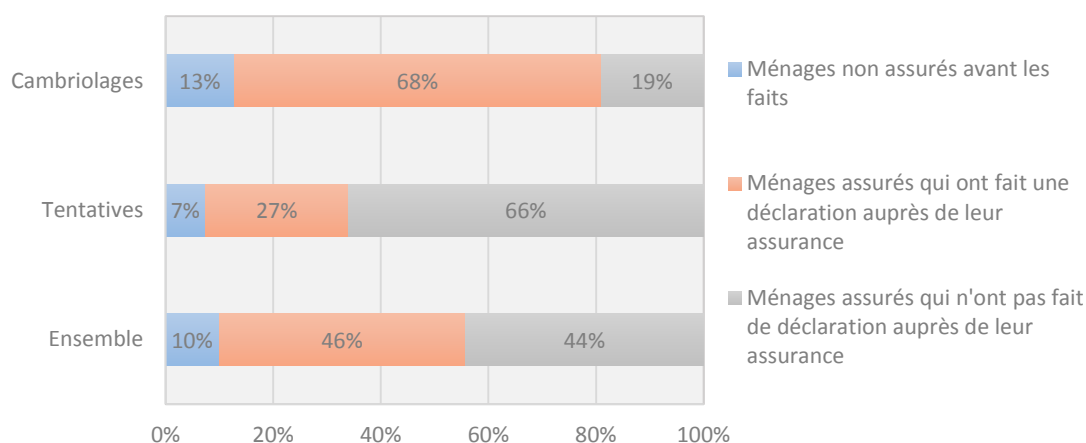
Source : enquêtes Cadre de vie et sécurité 2014 à 2016, Insee-ONDRP-SSMSI.

Lecture : en moyenne entre 2013 et 2015, parmi les victimes de cambriolage, 17 % n'ont pas fait de déclaration à la police ou la gendarmerie, les autres se sont déplacés au commissariat de police ou à la gendarmerie : 76 % ont déposé plainte et 7 % ont déposé une main courante ou ont abandonné leur démarche de dépôt de plainte sur place.

Le dépôt de plainte en commissariat ou à la gendarmerie est une étape obligatoire pour obtenir une indemnisation d'une assurance. Malgré cela le dépôt de plainte est loin d'être systématique. Le signalement des faits auprès des services de police et de gendarmerie et le taux de plainte sont en effet très différents selon que le ménage a été victime d'un cambriolage ou bien d'une tentative. Dans le cas des tentatives de cambriolage, en moyenne entre 2013 et 2015, 58 % des ménages victimes n'ont tout simplement fait aucune déclaration à la police ou à la gendarmerie, 31 % se sont déplacés au commissariat et à la gendarmerie et ont formellement déposé plainte, enfin 10 % se sont déplacés et ont déposé une main courante ou bien ont renoncé sur place à faire une déclaration. Dans le cas des cambriolages, 76 % des ménages victimes ont formellement déposé plainte.

Une part non négligeable de ménages victimes de cambriolage ou tentative de cambriolage déclarent qu'ils n'étaient pas assurés contre ce risque avant les faits (1 sur 10 en moyenne entre 2013 et 2015, cambriolage et tentatives confondus). Ces cas mis à part, comme pour le signalement à la police ou à la gendarmerie, le recours à l'assurance est très dépendant de la nature précise des faits subis : ainsi, en moyenne 68 % des ménages victimes de cambriolage ont fait une déclaration de sinistre auprès de leur assurance contre seulement 27 % des ménages victimes de tentative de cambriolage.

Déclaration à l'assurance



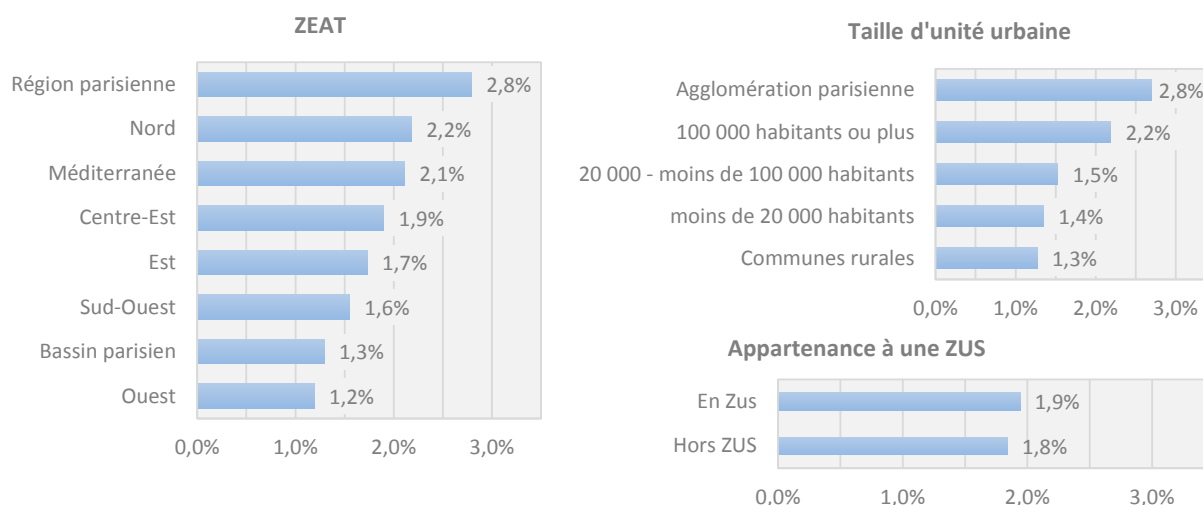
Champ : ménages ordinaires de France métropolitaine, incident le plus récent dans l'année.

Source : enquêtes Cadre de vie et sécurité 2014 à 2016, Insee-ONDRP-SSMSI.

Lecture : en moyenne entre 2013 et 2015, parmi les victimes de cambriolage, 13 % n'étaient pas assurés avant les faits, 68 % étaient assurés et ont fait une déclaration auprès de leur assurance, 19 % étaient assurés mais n'ont pas fait de déclaration.

Profil des victimes

Proportion de ménages victimes de cambriolage ou tentative de cambriolage selon les caractéristiques du lieu de résidence



Champ : ménages ordinaires de France métropolitaine.

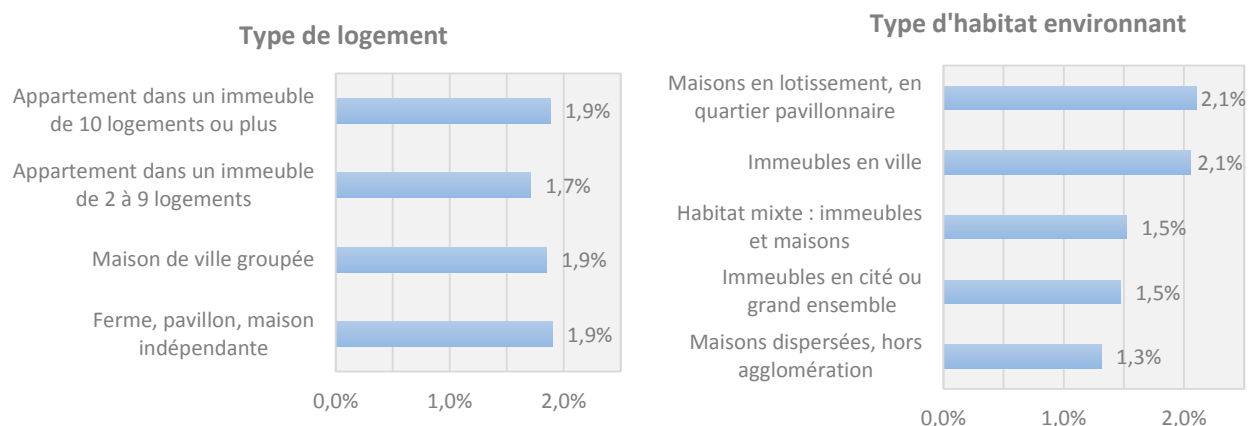
Source : enquêtes Cadre de vie et sécurité 2014 à 2016, Insee-ONDRP-SSMSI.

Lecture : en moyenne entre 2013 et 2015, 2,8 % des ménages résidant en région parisienne ont été victimes d'un cambriolage ou d'une tentative de cambriolage dans les 12 mois précédant l'enquête.

En moyenne entre 2013 et 2015, 1,8 % des ménages déclarent avoir été victimes d'un cambriolage ou d'une tentative de cambriolage dans l'année précédant l'enquête. Ce taux de victimation moyen présente de fortes disparités selon plusieurs caractéristiques propres aux logements ou aux ménages eux-mêmes que l'enquête CVS permet de préciser.

Sur le territoire, la part de ménages victimes de cambriolage ou de tentative de cambriolage est très variable : c'est dans la zone Ouest et le Bassin parisien qu'il est le plus faible (1,2 % et 1,3 % en moyenne entre 2013 et 2015) et en région parisienne qu'il est le plus élevé (2,8 %). Au-delà du territoire géographique, vivre en ville ou à la campagne paraît discriminant : le taux de victimation augmente en effet avec la taille des agglomérations, de 1,3 % (en moyenne entre 2013 et 2015) dans les communes rurales à 2,2 % dans les agglomérations de 100 000 habitants ou plus (hors agglomération parisienne), et 2,8 % dans l'agglomération parisienne. Vivre en ZUS ou non en revanche n'influence pas le taux de victimation des ménages en matière de cambriolage et tentative de cambriolage.

Proportion de ménages victimes de cambriolage ou tentatives de cambriolage selon les caractéristiques du logement



Champ : ménages ordinaires de France métropolitaine.

Source : enquêtes Cadre de vie et sécurité 2014 à 2016, Insee-ONDRP-SSMSI.

Lecture : en moyenne entre 2013 et 2015, 2,1 % des ménages résidant dans des quartiers pavillonnaires ou composés en majorité de maisons en lotissement ont été victimes d'un cambriolage ou d'une tentative de cambriolage dans les 12 mois précédant l'enquête.

Note : les ménages dont le logement appartient à la catégorie « autres types de logement » ne sont pas représentés car leur effectif n'est pas suffisant pour calculer une proportion de ménages victimes.

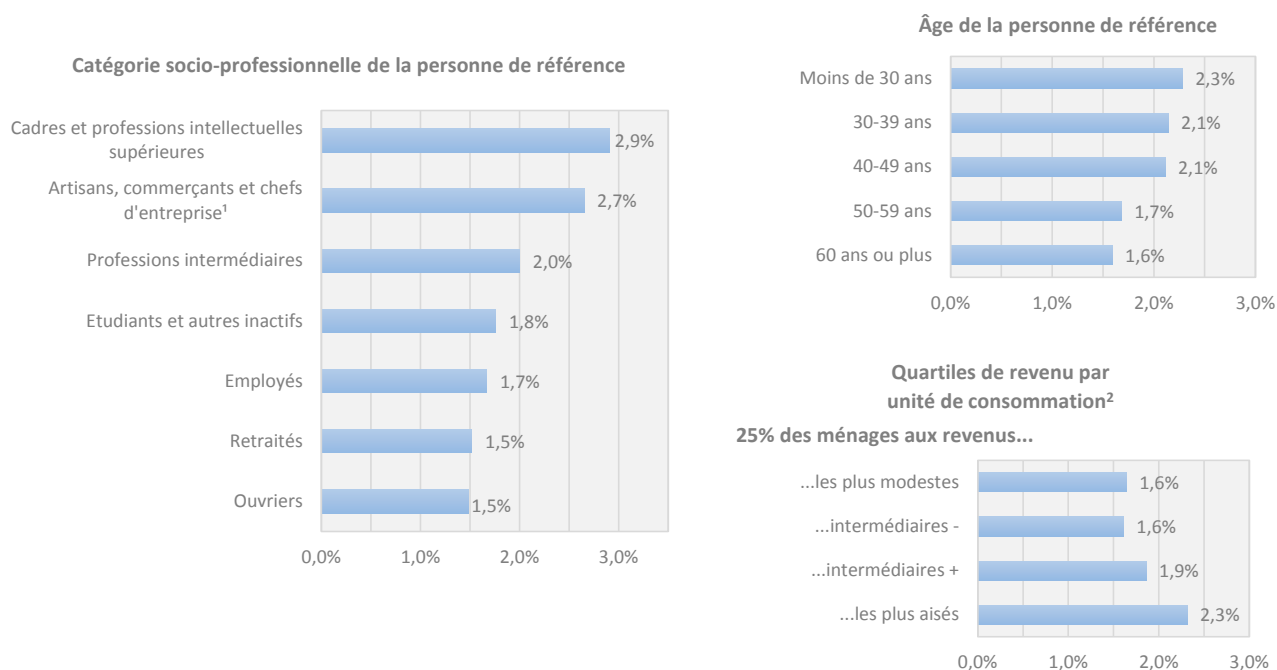
En moyenne entre 2013 et 2015, la proportion de ménages victimes de cambriolage ou tentative de cambriolage n'est pas plus élevée selon qu'ils vivent dans un pavillon, une maison de ville ou un appartement dans un petit ou un grand ensemble. En revanche, l'environnement immédiat du logement influence le taux de victimation. Ainsi les ménages résidant dans des quartiers pavillonnaires ou majoritairement composés de maisons en lotissement ainsi que ceux vivant dans des quartiers d'immeubles en ville apparaissent plus exposés que les ménages vivant dans des zones d'habitat dispersé ou hors agglomération. Les immeubles en cité ou grand ensemble sont aussi moins touchés (1,5 %).

La proportion de ménages victimes de cambriolage ou tentative de cambriolage décroît avec l'âge de la personne de référence (cf. glossaire). Ceci peut s'expliquer par le fait que les personnes d'âges actifs sont plus fréquemment hors de leur domicile que les personnes en âge d'être retraités. L'analyse des taux de victimation selon la catégorie socio-professionnelle de la personne de référence confirment cette interprétation : les retraités affichent un taux de victimation faible, 1,5 % en moyenne entre 2013 et 2015.

Par ailleurs, le taux de victimation augmente avec le niveau de qualification des catégories socio-professionnelles. Il est plus faible parmi les ménages dont la personne de référence est ouvrière ou employée, un peu plus élevée pour les professions intermédiaires et maximale pour les cadres et professions intellectuelles supérieures ; ce qui suggère que les cambrioleurs visent davantage les logements de ménages plus aisés. Si l'on distingue les ménages selon leur niveau de vie¹, on voit que les ménages appartenant à la catégorie des ménages les plus aisés sont plus fréquemment victimes de cambriolage ou de tentative de cambriolage que les ménages plus modestes (2,3 % contre 1,6 % en moyenne entre 2013 et 2015).

¹ Le niveau de vie est égal au revenu disponible du ménage (c'est-à-dire tous ses revenus, y compris les prestations sociales, nets des impôts directs) divisé par le nombre d'unités de consommation (uc). Le niveau de vie est donc le même pour tous les individus d'un même ménage. Les unités de consommation sont calculées selon l'échelle d'équivalence dite de l'OCDE modifiée qui attribue 1 uc au premier adulte du ménage, 0,5 uc aux autres personnes de 14 ans ou plus et 0,3 uc aux enfants de moins de 14 ans.

Proportion de ménages victimes de cambriolage ou tentatives de cambriolage selon les caractéristiques du ménage ou de la personne de référence du ménage



¹ Y compris agriculteurs exploitants.

² Il s'agit du revenu disponible du ménage (c'est-à-dire tous ses revenus, y compris les prestations sociales, nets des impôts directs) divisé par le nombre d'unités de consommation (uc). Le revenu par unité de consommation (aussi appelé « niveau de vie ») est donc le même pour tous les individus d'un même ménage. Les unités de consommation sont calculées selon l'échelle d'équivalence dite de l'OCDE modifiée qui attribue 1 uc au premier adulte du ménage, 0,5 uc aux autres personnes de 14 ans ou plus et 0,3 uc aux enfants de moins de 14 ans.

Champ : ménages ordinaires de France métropolitaine.

Source : enquêtes Cadre de vie et sécurité 2014 à 2016, Insee-ONDRP-SSMSI.

Lecture : en moyenne entre 2013 et 2015, parmi les ménages dont la personne de référence est cadre (ou exerçant une profession intellectuelle supérieure), 2,9 % ont été victimes d'un cambriolage ou d'une tentative de cambriolage dans l'année précédant l'enquête.

Cambriolages, tentatives de cambriolages et vols sans effraction visant d'autres biens que les résidences principales

En plus des cambriolages et vols visant les résidences principales, l'enquête CVS permet d'estimer le nombre de cambriolages, tentatives de cambriolage et vols sans effraction visant les résidences secondaires ou autres lieux possédés ou loués par les ménages (box, jardin ouvrier, terrain avec caravane,...). Chaque année, ces victimations concernent un effectif assez faible d'enquêtés. Aussi, afin de présenter des résultats fiables dans cet encadré, les échantillons de répondants des cinq dernières années disponibles et des cinq années précédentes ont été rassemblés.

Cambriolages, tentatives de cambriolages et vols sans effraction visant les résidences secondaires des ménages et autres lieux possédés ou loués par les ménages

	Moyennes par an	
	Période 2006-2010	Période 2011-2015
Cambriolages et vols sans effraction (yc tentatives) visant les résidences secondaires		
Ménages victimes	41 000	46 000
En % de l'ensemble des ménages	0,2	0,2
En % des ménages possédants	1,7	1,8
Faits	48 000	53 000
Nombre moyen par ménage victime	1,2	1,2
Nombre pour 1000 ménages	2	2
Nombre pour 1000 ménages possédants	20	21
Vols visant d'autres lieux loués ou possédés par les ménages ¹		
Ménages victimes	41 000	43 000
En % de l'ensemble des ménages	0,2	0,2
En % des ménages possédants	3,5	2,3
Faits	75 000	79 000
Nombre moyen par ménage victime	1,8	1,8
Nombre pour 1000 ménages	3	3
Nombre pour 1000 ménages possédants	63	43

¹ Hors locations saisonnières.

Champ : ménages ordinaires de France métropolitaine.

Source : enquêtes Cadre de vie et sécurité 2007 à 2016, Insee-ONDRP-SSMSI.

En moyenne, chaque année entre 2011 et 2015, environ 46 000 ménages ont déclaré avoir subi un cambriolage, une tentative de cambriolage ou un vol sans effraction dans leur résidence secondaire ; ce qui représente 0,2 % de l'ensemble des ménages et 1,8 % des ménages possédant une résidence secondaire. Sur cette même période, le nombre annuel de cambriolages, tentatives de cambriolage et vols sans effraction visant les résidences secondaires est estimé à 53 000, soit environ 21 faits pour 1 000 ménages possédant une résidence secondaire. Les niveaux moyens observés sur la période précédente, entre 2006 et 2011, sont tout à fait semblables. Concernant les recours, en moyenne entre 2011 et 2015, 47 % des ménages victimes d'un cambriolage, d'une tentative de cambriolage ou d'un vol sans effraction visant leur résidence secondaire ont déposé plainte dans un commissariat de police ou dans une gendarmerie. Plus de 80 % des ménages victimes ont déclaré qu'ils étaient assurés contre ce risque avant les faits et 38 % ont fait une déclaration de sinistre auprès de leur assurance.

S'agissant des vols visant d'autres lieux possédés ou loués par les ménages, en moyenne, chaque année entre 2011 et 2015, 0,2 % de l'ensemble des ménages et 1,8 % des ménages possédant ou louant un bien ou un terrain (hors locations saisonnières) – représentatifs de 43 000 ménages - ont déclaré avoir subi un vol dans ce lieu. Sur la même période, le nombre annuel moyen de faits est estimé à 79 000, car les multivictimations sont nombreuses : en moyenne, les ménages victimes subissent près de 2 faits (1,8 exactement) de cette nature chaque année. Comme pour les résidences secondaires, les niveaux moyens sont stables entre les deux périodes. Concernant les recours, en moyenne entre 2011 et 2015, 30 % des ménages victimes d'un vol sur un terrain ou dans un bien autre qu'une résidence principale ou secondaire ont déposé plainte dans un commissariat de police ou dans une gendarmerie. Moins de la moitié des ménages victimes (45 %) ont déclaré qu'ils étaient assurés contre ce risque avant les faits et 20 % ont fait une déclaration de sinistre auprès de leur assurance.

Interstats présente des données de référence, des analyses, des études et des séries de chiffres sur l'insécurité et la délinquance mises en ligne par le service statistique ministériel de la sécurité intérieure (SSMSI).

Le SSMSI a été créé en 2014 au sein de l'administration du ministère de l'intérieur. Conformément au **décret n° 2014-1161 du 8 octobre 2014**, il est placé sous l'autorité fonctionnelle conjointe des directeurs généraux de la police nationale (DGPn) et de la gendarmerie nationale (DGGN) et rattaché organiquement à la direction centrale de la police judiciaire de la DGPn.

Ses missions sont :

- l'assistance aux administrations de la police et de la gendarmerie dans l'accomplissement de leurs missions, par un éclairage statistique sur la délinquance, son contexte et l'impact des politiques publiques. Ceci se traduit par la production de notes d'analyses, d'indicateurs statistiques et de tableaux de bord à destination des cabinets, des directions centrales et des services locaux de ces deux administrations, ainsi que du cabinet du ministre ;
- la mise à disposition du grand public de données statistiques et d'analyses sur la sécurité intérieure et la délinquance, dans le respect des règles techniques et déontologiques de fiabilité et de neutralité de la statistique publique. Suite à son **audition par l'Autorité de la statistique publique en juin 2014**, le service a été officiellement reconnu comme membre du système statistique national, au sens de la loi de 1951, par un **arrêté du 9 décembre 2014**, au côté de l'Insee et des 16 autres services statistiques ministériels. L'espace internet Interstats est le vecteur principal de diffusion de ces informations. Le chef du service est le seul responsable, technique et éditorial, des informations et des données qui y sont publiées, ainsi que de leurs dates de publication, conformément aux prescriptions du **code des bonnes pratiques de la statistique européenne**.

Dirigé par un inspecteur général de l'Insee, le service est composé de 18 agents (8 statisticiens des corps de l'Insee, 2 policiers, 2 gendarmes et 6 membres des corps administratifs et techniques du ministère de l'intérieur).



SSMSI : place Beauvau 75008 Paris

Directeur de la publication : François Clanché

Rédacteur en chef : Laure Turner

Auteur : Hélène Guedj

Conception graphique : Marc Grenon-Mur

Visitez notre site internet

www.interieur.gouv.fr/Interstats

Suivez-nous sur Twitter [@Interieur_stats](https://twitter.com/Interieur_stats)